



## Forêts et forestiers à l'approche du XXIe siècle

R. Fol

### ► To cite this version:

R. Fol. Forêts et forestiers à l'approche du XXIe siècle. Revue forestière française, 1989, 41 (4), pp.273-280. [⟨10.4267/2042/25976⟩](#). [⟨hal-03425269⟩](#)

**HAL Id: hal-03425269**

**<https://hal.science/hal-03425269v1>**

Submitted on 10 Nov 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

---

# FORÊTS ET FORESTIERS À L'APPROCHE DU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE

---

R. FOL

J'écris ces quelques lignes comme un homme qui, retiré du service, reste cependant à l'écoute de la vie de la forêt. Une très longue carrière sous des commandements contrastés et dans des activités variées pourrait sans doute donner quelque créance à mes propos, mais ce que je cherche surtout à rapporter, ce sont les espérances et les inquiétudes que m'ont confiées au hasard des rencontres ceux qui aujourd'hui restent en charge des responsabilités forestières ou qui, n'étant plus aux affaires, s'interrogent sur le devenir d'un métier qui leur est cher à tous.

Pour être dans la note, j'ai invoqué le XXI<sup>e</sup> siècle, encore lointain à vrai dire — une bonne rotation de futaie — mais l'aiguillon de « l'Acte unique » dans la perspective d'une Europe forestière si attendue apparaît comme un prétexte d'accélération valable. Eh bien ! Allons-y !

## **L'ORGANISATION FORESTIÈRE OU L'ADMINISTRATION FORESTIÈRE, COMME ON VOUDRA...**

Après plus de quatre décennies au cours desquelles les volontés novatrices s'opposèrent bien des fois aux réflexes conservateurs, on aboutit aux structures d'aujourd'hui dont l'analyse complète — hors de notre propos — présente des difficultés dues aux « rapatronnages » des textes qui se sont succédé sur une aussi longue période avec d'inévitables discordances de vocabulaire.

Si l'on s'accorde à reconnaître que dans le sens vertical l'articulation des services de l'État, de l'Office national des Forêts et des organismes de gestion de la forêt privée représente une logique cartésienne, il n'en va pas de même sur le plan horizontal où les décisions nécessitent le plus souvent l'intervention de plusieurs acteurs, non seulement du Ministère chargé de la forêt, mais encore de bien d'autres départements ministériels, qui vivent en principe en bonne intelligence mais sans avoir la même appréciation des choses, d'où la nécessité de longues et lourdes procédures de décision.

La question a donc été continuellement posée avec une insistance particulière pour certains, d'une possibilité de **regroupement des actions forestières et connexes au sein d'un ensemble orienté essentiellement vers le long terme.**

Raisonnablement, aucune solution ne peut être trouvée dans l'immédiat car **c'est trop tard ou trop tôt.**

**Trop tard**, car la plupart des actions forestières se sont solidement réparties et concrétisées, non seulement au sein de notre Ministère, mais aussi à l'extérieur.

**Trop tôt**, car l'Acte unique européen tendant à assurer une cohésion économique dans tous les domaines, une utilisation prudente et rationnelle des ressources naturelles et la qualité de l'environnement — ce qui intéresse particulièrement la forêt — obligera sûrement à une harmonisation des politiques forestières, qui touchera par voie de conséquence les structures de gestion, ne serait-ce que pour avoir à chaque niveau défini des États membres, un interlocuteur sinon unique, du moins à compétence élargie.

C'est au moment opportun qu'il conviendra d'agir « avec un savoir-faire vigoureux et lucide » pour préserver l'identité des fonctions spécifiques d'un quart du territoire français.

## LA POLITIQUE FORESTIÈRE FRANÇAISE

La mise en valeur de la forêt **relève de la compétence de l'État**. Cette mise en valeur et la protection de la forêt sont reconnues **d'intérêt général**. En foi de quoi, le Gouvernement détermine la politique correspondante qui est élaborée et mise en œuvre par le Ministre chargé de la forêt, puis appliquée sur le terrain par ses services extérieurs à partir d'orientations forestières nationales ou régionales, ces dernières constituant un cadre privilégié pour l'élaboration de directives ou d'orientations locales d'aménagement et de production.

Jusque-là, il s'agit d'une construction administrative traditionnelle, mais si l'on regarde de plus près, on s'aperçoit que tous les documents, même de caractère local, doivent être approuvés à l'échelon ministériel. Aussi, bien des nôtres s'inquiètent-ils de ce qui restera d'initiative aux gestionnaires dont le rôle, à l'extrême limite, se réduira peut-être à remplir à une époque fixée les blancs d'états standardisés. Des esprits chagrins disent : c'est du Fontanes ! Ils exagèrent assurément, **mais on ne saurait négliger cet aspect des choses, eu égard à la prodigieuse diversité de la forêt française** qui fait mentir l'adage philosophique selon lequel il n'y aurait de science que du général. En forêt, le particulier l'emporte et les méthodes sont souvent difficilement transposables, même à courte distance : c'est ce qui fait la richesse de l'art forestier.

Quoi qu'il en soit, les axes de notre politique forestière nationale : valorisation du potentiel forestier, participation à la richesse et à l'activité rurales, ainsi qu'à la qualité du cadre de vie et à la diffusion de nos connaissances, ont été bien intégrés dans les propositions de 1988 de la Commission des Communautés européennes et du Conseil supérieur de la Forêt et des Produits forestiers. Ils en constituent pour ainsi dire l'ossature : **un bon leadership à prendre !**

## QUE FAIRE EN FORÊT ?

Un mien cousin et vénérable ancien écrivait naguère dans la *Revue de l'Institut national agronomique* un article intitulé : « *La forêt pour quoi faire ?* » et il répondait à la question en montrant la vanité des combats sur une primauté de fonction de la forêt et **que la véritable primauté était celle de l'homme** qui fait partie de la nature à une place privilégiée.

Notre pays, de par sa situation au cap Ouest de l'Europe, son étendue en latitude, avec ses trois façades maritimes, son orographie, sa géologie, offre une variété extraordinaire de stations qui permettent de « faire de tout » et nous serions bien sots de ne pas profiter de cet atout d'importance.

Les essences forestières réussissent là où les conditions leur conviennent, quelles que soient à leur sujet les disputes de plus ou moins bon ton, en excluant tout de même l'imprudence de la

constitution de vastes ensembles monospécifiques dont l'uniformité dans toutes ses composantes fait courir des dangers certains. Nous en savons quelque chose depuis plusieurs années.

Ce sont les besoins de l'homme qui mettront en avant telle ou telle fonction de la forêt. Par exemple, quand l'économique et le social se balancent, il se peut que ce dernier l'emporte, même si la forêt est prestigieuse quant à la qualité de ses produits. On l'a vu, par exemple quand il s'est agi d'éviter la traversée de la forêt domaniale de Blois par l'autoroute A.10 : dans la décision prise à un niveau fort élevé, c'est l'agression écologique qui l'a emporté bien plus que le risque de perte économique. Dans des cas semblables, il faut avoir l'audace de considérer que la production ligneuse même renommée — sans pour autant devoir être réduite — peut être, dans l'ordre des valeurs, un sous-produit de la tâche verte.

## RECHERCHE. FORMATION. COMMUNICATION

**La Recherche forestière** publique ou privée, fondamentale ou appliquée, maintenant bien organisée, forte de chercheurs de qualité, fait preuve de grandes ambitions et y réussit, cherchant à surmonter les difficultés liées à la lenteur de réponse du monde végétal de la forêt.

Entretien de permanentes et étroites relations nationales et internationales professionnelles et humaines, nos chercheurs vont droit dans le sens des premières préoccupations forestières des Communautés européennes.

Les forestiers n'ont donc qu'à exprimer clairement leurs demandes pour qu'elles soient traitées dans un ensemble cohérent, mais en retour ils se doivent de mettre à la disposition de la Recherche des territoires d'action qui permettent le cas échéant de procéder à des expérimentations en vraie grandeur. On est toujours gagnant de part et d'autre **car Recherche et Terrain sont inséparables**. Ne nous y trompons pas, les sciences et techniques forestières sont nées des ressources d'expériences accumulées sur le terrain dans une prodigieuse continuité au long des âges <sup>(1)</sup>.

**La Formation**, c'est-à-dire l'enseignement forestier spécifique, à différents niveaux, et dispensé dans des écoles ou centres, doit s'affirmer bien sûr par l'approfondissement des sciences et des techniques en liaison avec **la Recherche et les gestionnaires**, mais aussi s'infléchir comme beaucoup le souhaitent vers trois orientations :

- Pousser les études de l'aval de la filière forêt-bois dont la connaissance actuelle par les forestiers est insuffisante, de l'aménagement du territoire, du cadre de vie et des risques majeurs entre autres.
- Acquérir la maîtrise de langues étrangères dont l'ignorance dans les échanges internationaux — plus que jamais nécessaires — est humiliante.
- Enfin, pour l'accès à certaines fonctions, un diplôme d'études à l'étranger ne gâterait rien.

Bien sûr, la durée des cycles d'études se verrait allongée, mais la diffusion de nos connaissances dans le monde est à ce prix et pas seulement dans notre métier.

On peut ajouter que sans la **Communication**, Recherche et Formation seraient vaines et si les sciences forestières ont mis si longtemps à se développer, c'est que les règles de sylviculture n'ont été consignées par écrit que très tard et des trésors de savoir nous ont encore échappé pour la même raison au XX<sup>e</sup> siècle, les hommes des bois parlant trop peu de leurs labeurs quotidiens. Écrivons donc ce que nous faisons, mais à bon escient.

(1) Cf. Rivaillon (P.). — *Revue forestière française*, vol. XXXVIII, n° 1, 1986, pp. 93 et 94.

## LA MAIN-D'ŒUVRE EN FORÊT

Le chiffre officiellement avancé pour la filière forêt-bois est de 650 000 emplois en 1987 de la sylviculture à la deuxième transformation, soit, pour environ 13 millions d'hectares de formations boisées de production, 50 emplois pour 1 000 ha, ce qui est relativement modeste.

Sur ce nombre, les effectifs affectés à la sylviculture ne dépassent certainement pas deux emplois à temps complet (et encore aidés de moyens mécaniques) pour 1 000 ha, si l'on s'en tient aux comptes des forêts publiques.

La création de nouveaux emplois dépend donc beaucoup plus de l'extension des activités d'aval que de la forêt et on l'a constaté par l'évolution des reboisements depuis la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

Malgré sa faible importance numérique, la main-d'œuvre forestière de sylviculture est indispensable. C'est le travail continu et appliqué des ouvriers forestiers d'entretien qui a permis la création, le développement et le maintien de nos massifs boisés dont la facture artificielle (quoi qu'on dise) est maintenant généralisée et si l'on avait mieux utilisé ces ouvriers de grande qualification dans les taillis-sous-futaie pour y conserver ou faire revenir le Chêne, sans doute aurait-on évité des polémiques stériles et des investissements de conversion devenant insupportables une fois le plus facile fait <sup>(2)</sup>.

En forêt, c'est la primauté du travail humain avec son éminente dignité qui assure le succès.

## LA SYLVICULTURE ET L'ÉCONOMIE DU BOIS

La production ligneuse reste la fonction essentielle de la forêt française. Elle assure en grande partie le financement des autres fonctions et atténue ainsi l'appel à l'impôt. Elle procure des emplois et son chiffre d'affaires pour l'ensemble de la filière (120 milliards de francs) n'est pas négligeable. Aussi les propositions touchant ce secteur d'activité sont-elles abondantes.

Parmi celles-ci figurent, bien sûr, les débouchés avec une insistance particulière sur la connaissance **de la ressource et des possibilités de sa mobilisation**. En bref, un industriel du bois compétitif doit être assuré de son approvisionnement en quantité et en qualité pour répondre à toute demande dans une prévision à très court terme qui se heurte à la lenteur des cycles de production forestière. Cet inconvénient pourrait être atténué par l'établissement, tout au moins au plan régional ou interrégional, d'aménagements d'ensemble en reprenant une tentative comme celle de Louis Bourgenot (1967) pour les futaies de Chêne.

**La ressource** en France est théoriquement bien connue grâce à la qualité de l'Inventaire forestier national et l'on aurait le plus grand intérêt à traduire ses données en termes commerciaux, avec une ventilation plus précise par nature de propriétaires, peuplements, régions forestières, etc... et d'arriver ainsi à expliquer les discordances constatées entre accroissements ligneux et mobilisation des produits. La création d'un **observatoire de la ressource** dans chaque région économique devrait être un des points forts des orientations forestières régionales. Mais la méfiance reste un obstacle à vaincre.

Quant à l'ensemble européen, trop de différences subsistent sur la définition des surfaces forestières, les éléments de la production, le classement des bois, etc...

La question de la **mobilisation des produits** apparaît simple : disponibilités à tout moment chez l'acheteur et le vendeur, ce qu'on appelle « le portefeuille » ou le stock qui, pratiquement, ne

(2) Cf. Rivaillon (P.). — *Revue forestière française*, vol. XXXIX, n° 3, 1987, pp. 240 et 241.

peut s'entendre que sur pied et cela pose des problèmes de modes de vente, de gestion financière et de fiscalité. Plus facile à dire qu'à faire ! Du simple point de vue sylvicole, ne sont possibles que les anticipations ou retards d'exploitation — et encore limités à quelques années — de coupes à longue rotation, apériodiques, de conversion, de transformation ou de régénérations artificielles et encore faut-il que pour ces dernières le programme de travaux ne soit pas trop perturbé car, dans notre Ancien Monde, on ne dispose pas d'immenses formations boisées uniformes où les accidents du moment n'ont qu'une importance toute relative. Ici, le moindre aléa technique, économique ou juridique bouleverse les délais d'exploitation et le bel échafaudage s'écroule. J'ai hérité, en Corse, d'une coupe affectant la totalité d'une forêt domaniale de Pin laricio, vendue en 1919 avec un délai d'exploitation de 20 ans et qui n'était pas commencée en 1952, malgré toutes les procédures employées, avec pour résultat un peuplement en voie de dégradation.

Pour faciliter les choses, on semble se mettre d'accord à l'échelon régional sur la nécessité d'un **partenariat** d'abord, d'une **interprofession** ensuite, dans un vaste regroupement de vendeurs et d'acheteurs, mais les modes de vente dont certains rites sont désuets, ainsi que leur cadence — sont à revoir. Cela suffira-t-il ?

## FORÊT, ÉCOLOGIE ET SOCIÉTÉ

La forêt, qui protège les ressources naturelles et assure ainsi les équilibres physiques et biologiques fondamentaux, nécessite, en retour, de la part de l'homme une série d'actions de protection dont l'importance et la complexité ne cessent d'augmenter par suite des exigences de la vie moderne. Les forestiers sont en plein cœur de ses problèmes, de la restauration des terrains en montagne jusqu'aux risques majeurs en passant par la protection du littoral, celle de la forêt méditerranéenne et bien d'autres problèmes du quotidien.

Ce qui frappe dans tout cela, c'est de voir le nombre grandissant des acteurs, décideurs, maîtres d'ouvrage et d'œuvre, financiers (il y a encore peu de sponsors ou mécènes) jouer une sorte de ballet dans lequel se perd parfois et pas seulement chez nous le gestionnaire sensé tout coordonner : la mise en jeu d'une dizaine de sources de financement pour un ouvrage n'est pas rare !

Beaucoup souhaitent qu'à l'occasion de l'intervention de fonds interministériels et européens, les procédures se simplifient en échangeant des idées avec nos partenaires et ce serait bien le diable si nous n'en tirions pas une de bonne dans chaque pays.

Le rôle social de la forêt n'est plus à démontrer et les équipements de loisir et de détente doivent se développer dans la cohérence et la continuité, compte tenu des grands axes de communication européens déjà fixés et répertoriés et dont beaucoup conduisent à travers nos belles régions boisées.

Deux points méritent attention :

La gestion forestière doit de plus en plus veiller au **maintien de la valeur esthétique du paysage forestier**, auquel public et amateurs de nature sont très sensibles. Si ce paysage ne peut évidemment se conserver identique à lui-même dans l'espace, l'harmonie des volumes et des couleurs doit se retrouver dans une esthétique d'ensemble par un judicieux agencement des coupes et par des touches originales lors du marquage de celles-ci. Un arbre maintenu en place, une tache de fourrés mise en valeur peuvent sauver une situation périlleuse. Mais c'est le plus difficile à obtenir de nos amis forestiers et pourtant dans ce domaine, en cas d'échec, la roche Tarpéienne est près du Capitole...

Autre question difficile et où toute négligence ruine l'ensemble : **celle de l'entretien ou de la maintenance des équipements.**

C'est bien ce qu'avait pressenti Pierre Poujade, le premier Ministre de l'Environnement, lors d'une inauguration à Chambord en 1972 : « *Créer est relativement facile, c'est gérer qui est difficile...* »

Plus sévère était le premier Président du Conseil d'Administration de l'Office national des Forêts quand il écrivait : « *Sur les clairières aménagées par l'ONF, les sacs poubelles débordent de bouteilles et d'emballages, tant que le camion n'est pas passé* ».

Ne nous décourageons pas, mais il ne faut entreprendre que ce que l'on estime pouvoir être suivi et financé par la suite, et ce n'est pas facile car déboursier pour un entretien n'a jamais paru enthousiasmant pour un investisseur pourtant ardent au début.

## LA RENTABILITÉ FORESTIÈRE

La notion de rentabilité en matière de forêt a été officiellement exprimée par la loi du 6 août 1963 (article L.211.1 du Code forestier) et reprise par la loi du 4 décembre 1985 (article 1<sup>er</sup>) mais seulement à propos des bois et forêts des particuliers. Le législateur a sans doute considéré que, pour les forêts publiques, la garantie de bonne gestion était assurée par le régime forestier lui-même.

Les commentateurs des lois forestières n'ont pas, à ma connaissance, vraiment abordé ce sujet qui pourtant commande tout, à la veille de la définition d'une politique forestière européenne qui trouvera le marché du bois encore exclu des produits visés par le Traité de Rome.

La rentabilité de la forêt n'a longtemps concerné que notre Ancien Monde occidental, ce qui faisait dire à certains représentants de grands pays aux ressources forestières immenses, il y a une trentaine d'années, qu'elle n'était qu'une conception « bourgeoise » de la forêt, ce qui agaçait M. Philibert Guinier.

Chez nous, quelques forestiers se sont intéressés à ce problème, à poser en termes simples : la forêt peut-elle satisfaire les besoins de notre pays, tant économiques qu'écologiques ou sociaux, en laissant à ceux qui la possèdent ou la gèrent (État, Collectivités, particuliers) et par là même à ceux qui y travaillent une rémunération convenable, tout en assurant sa pérennité compte tenu, bien sûr, des contraintes d'intérêt général pesant sur certains massifs ?

Pour réaliser cela, le prix de vente d'un produit ou d'un service doit évidemment dépasser d'une certaine marge le coût de revient et l'évaluation de ce dernier est rendue très difficile par le fait qu'il s'agit, non pas de cycles annuels, mais de capitalisations sur de longues durées. De plus, certains services ne sont pas ou sont mal quantifiés (écologie, rôle social). Les théories et méthodologies d'évaluation des critères de rentabilité ne passionnent pas les organismes d'économétrie et l'on connaît les aléas des calculs en cause qui butent souvent sur des conceptions trop anciennes de facteurs économiques ou financiers.

Cependant, tout le monde s'accorde pour constater que même dans des forêts aux peuplements équilibrés, aménagés de longue date, le revenu net disponible après impôt représente un taux de fonctionnement très en-dessous de la fameuse rente 3 % de nos grands-pères, symbole de suffisance et de stabilité, donc d'un ordre de grandeur inférieur à l'erreur probable de calcul. Il ne resterait donc que très peu de chose pour les investissements de production, les dépenses capital, etc... Ce dossier complexe est à clarifier.

Dans ces conditions, **la perte de rentabilité forestière est insidieuse** et ne se manifeste que

tardivement quand on constate que l'on ne peut plus assurer les travaux essentiels exécutés par ses prédécesseurs.

C'est bien le souci de bon nombre d'entre nous que de savoir si, même avec une « sage gestion économique », les capitaux **et le travail** investis seront récompensés. Il est peu probable que l'Europe, importatrice de bois, influe sur le marché international de cette matière première et dans ces conditions, le salut de la forêt est d'ajouter de la valeur à son principal produit par différentes voies, dont à la limite des **intégrations amont-aval** bien agencées ne doivent pas être exclues, même si l'idée choque maintenant.

De toute façon, la forêt est à considérer comme une **richesse potentielle d'intérêt national**, justiciable de protection et d'aides permanentes ou conjoncturelles selon les massifs. On joue sur la durée, il faut en avoir la politique et le « chapeau » de la loi de 1985 est à méditer sérieusement.

## ET LE MÉTIER FORESTIER DANS TOUT CELA ?

Je ne veux pas recommencer ici mes couplets sur la déontologie du métier : ils pourraient devenir ennuyeux.

Cependant, au seuil d'une période qui promet d'être fertile en événements et débordante de projets, il ne semble pas inutile de redire ce que j'écrivais récemment aux forestiers italiens à propos de nos chênaies : il est de notre devoir **d'assurer l'unité de la doctrine et la continuité de la gestion forestière**, chacun en son temps et à sa place en apportant sans heurts ni failles sa contribution à l'œuvre commune.

De la jeunesse à l'âge mûr d'un peuplement forestier se succèdent plusieurs générations — jusqu'à huit pour les Chênes — qui se transmettent le patrimoine qu'elles ont en charge et chaque génération compte plusieurs gestionnaires. On voit donc le danger de tout passage rapide qui ne laisserait pas le temps de juger le travail du prédécesseur, d'observer et de prendre ensuite une décision réfléchie. Et pourtant, nous sommes affrontés à deux dangers : celui de la mobilité imposée par l'Administration pour certains grades et celui de l'instabilité personnelle pour des raisons qui ne sont pas toutes critiquables d'ailleurs. Il faut qu'à un moment de sa carrière on sache se caler solidement dans une « niche » professionnelle, afin de pouvoir répondre, fort de ses connaissances, à toute situation et dominer les événements : il y en aura beaucoup.

Le forestier n'est pas forestier pour lui-même, mais pour servir la forêt, qui est son domaine, et par là même les autres hommes.

C'est un peu ce que disaient, chacun en son genre, Térence et Cicéron : « *Sto expectans...* » « *Ad nutum praesto esse* »<sup>(3)</sup>.

R. FOL  
Ingénieur en Chef du GREF (e.r.)  
25, Faubourg Saint-Jean  
45000 ORLÉANS

(3) « Je suis là, j'attends... » « disponible pour toutes les actions ».



---

**FORÊTS ET FORESTIERS À L'APPROCHE DU XXI<sup>e</sup> siècle (Résumé)**

À quelques années d'un siècle nouveau, en pleine construction européenne et dans une ambiance de dures confrontations mondiales, les forestiers s'interrogent, parfois avec inquiétude, sur le devenir de la forêt et de leur métier. Des réponses peuvent être données par la recherche de structures de long terme à prolongements internationaux qui confirment l'identité et la responsabilité des gestionnaires, par l'assurance de solides liaisons entre la Recherche, la Formation et la pratique du terrain, par la prise en compte de toutes les fonctions de la forêt selon les besoins de l'homme, avec les hardiesses nécessaires, tout en restant prudent et lucide sur la notion de rentabilité dont la clarification s'impose. Cela n'est possible que par le travail soutenu de tous en forêt, chacun participant dans la diversité bénéfique de notre territoire à la poursuite de l'œuvre commune qui joue sur la durée.

**FORESTS AND FORESTERS AS THE 21st CENTURY APPROACHES (Summary)**

A few years away from a new century, in the course of a wave of European development and in an atmosphere of difficult global disputes, foresters are concerned about the future of forests and of their profession. Answers can be supplied by the search for long-term arrangements with international associations which confirm the identity and responsibility of the managers, by the maintenance of strong links between research, training and practical work in the field and by taking into account all the functions of forests in relation to human requirements as decisively as necessary, while remaining cautious and objective about cost-effectiveness, the clarification of which is essential. This will not be possible without the sustained efforts of all those involved in forestry, each working towards the common purpose of ensuring the continued existence of forests and forestry in the wonderfully varied landscapes of our country.

**WÄLDER UND FORSTLEUTE IM HINBLICK AUF DAS XXI. JAHRHUNDERT (Zusammenfassung)**

An der Schwelle eines neuen Jahrhunderts, auf dem Weg der europäischen Integration und in einer Atmosphäre harter internationaler Konfrontationen, stellen sich die Forstleute, manchmal sorgenvoll, Fragen über die Zukunft des Waldes und ihres Berufs.

Die Antworten können durch die Suche langfristiger Strukturen mit internationalen Ausläufern erteilt werden, die die Identität und die Verantwortung der Verwalter bestätigen, durch die Versicherung fester Bindungen zwischen Forschung, Ausbildung und Praxis, durch die Einbeziehung aller Funktionen des Waldes gemäß den menschlichen Bedürfnissen, mit den notwendigen Wagnissen aber zugleich vorsichtig und klarsichtig was den Begriff der Rentabilität, der zu klären ist, angeht.

Die ist nur möglich durch die kontinuierliche Arbeit aller am Wald, indem jeder in der Verschiedenheit unseres Landes das gemeinsame, auf Dauer angelegte Werk fortsetzt.

**BOSQUES Y FORESTALES AL APROXIMARSE EL SIGLO XXI (Resumen)**

Apenas a unos años de un nuevo siglo, en plena construcción europea y en un ambiente de duras confrontaciones mundiales, los forestales se interrogan, a veces con inquietud, sobre el porvenir del bosque y de su oficio.

Pueden darse algunas respuestas con la investigación de estructuras a largo plazo de prolongaciones internacionales que confirman la identidad y la responsabilidad de los gestionarios, con el asegurar sólidos lazos entre la Investigación, la Formación y la práctica del terreno, tomando en cuenta todas las funciones del bosque, según las necesidades del hombre, con toda la audacia necesaria pero con la prudencia y la lucidez indispensables en cuanto a la rentabilidad, cuya clarificación se impone. Ello no es posible sino con el trabajo sostenido por todos en el bosque y la participación de cada cual en la diversidad benéfica de nuestro territorio, prosiguiendo la obra común, que beneficia de la duración.

---

**CESSION DE COLLECTION**

Un de nos anciens abonnés propose une collection de la Revue Forestière Française :

années 1949 à 1962 sous reliure

(année 1955 incomplète)

années 1963 à 1968 non reliées

plus quelques numéros de la Revue des Eaux et Forêts dont l'année 1946 sous reliure.

S'adresser directement à : M. LACHET Alix

8, place Guilgot

88000 ÉPINAL